

Entre la nation et le monde, retrouver l'envie d'Europe

Synthèse, colloque « Notre Europe Demain »
18 novembre 2006 – Sénat, Paris

« L'UE doit rétablir le compromis, ou alors il faut se tenir prêt à se retrancher derrière les frontières de l'Etat-nation », a averti Pascal Lamy en conclusion du colloque « Notre Europe Demain », organisé le 18 novembre 2006 au Sénat français par *Notre Europe*, en partenariat avec *Le Nouvel Observateur-Challenges*.

Considérant que la seconde alternative n'est ni possible, ni bien sûr souhaitable, **Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et président d'honneur de Notre Europe**, a avancé à l'issue des débats qui réunissaient le 18 novembre au Sénat des personnalités européennes du monde politique, économique et syndical, pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne : « Le projet européen est toujours pertinent mais souffre d'un problème de définition, entre deux visions. D'un côté une vision de l'Europe comme devant se protéger de la mondialisation, de l'autre une construction européenne adaptée à la mondialisation donc (prévoyant) plus de régulation »,

« Un compromis est possible et indispensable si l'on veut peser car la mondialisation n'est ni à arrêter ni à prendre telle quelle. », a ajouté **Pascal Lamy**. « Elle est à maîtriser pour en prendre les bienfaits et en corriger les méfaits. Le débat n'a pas seulement lieu entre nous, le reste du monde nous regarde, et si l'Europe dit 'protection', c'est un signal aux pays en développement. Il faut avoir ce débat et parvenir à un compromis. Il faut définir les sujets sur lesquels nous sommes d'accord et les pays qui sont d'accord pour établir un périmètre. »

> Crise de l'Union européenne

Les intervenants ont souligné que la « période de réflexion » consécutive au rejet du traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas est terminée et que l'heure est à la définition des priorités. **Etienne Davignon, Ministre d'Etat et ancien vice-président de la Commission européenne**, a appelé à la reprise des débats : « L'Europe s'est-elle arrêtée ? La réponse est non. Perd-elle de sa signification ? La réponse est oui. La crise actuelle est grave s'il n'y a pas de débats. » Il s'est par ailleurs dit « étonné que le sauvetage aujourd'hui se trouve dans les présidences de l'UE : la présidence n'a pas vocation à faire des propositions alternatives ». Il a également dénoncé « la misère pédagogique de l'Europe par rapport aux écoles, qui ne disposent pas d'outils pour parler d'Europe » et appelé à faciliter la mobilité étudiante, notamment en augmentant les dépenses pour le programme Erasmus.

Guy Verhofstadt, Premier ministre belge, a souligné que « la Constitution ne doit pas se faire par le bas mais par le haut. Le texte a été rejeté pour ce qui lui manque, et la réflexion doit porter sur ce qu'il faut lui ajouter ».

Jacques Santer, ancien Président de la Commission européenne, a déploré : « on oublie que l'Europe est une success story et connaît la plus longue période de paix de son histoire. » Il a souligné un manque paradoxal d'implication des jeunes qui « ne sont pas anti-européens mais ne sentent pas le besoin de lutter pour quelque chose », et s'est dit « déçu que l'élargissement n'ait pas donné un nouveau souffle à la construction européenne, n'ait pas permis de faire comprendre que nous avons la chance d'unifier notre continent dans la paix et la liberté ». Les participants ont très largement souligné la nécessité d'impliquer activement les jeunes et d'être à l'écoute des citoyens.

> Réformer pour faire face à la mondialisation

Les différents intervenants ont pointé la nécessité de réformes en Europe pour faire face à la mondialisation. Pour **Peter Medgyessy, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et ancien Premier ministre de la République de Hongrie**, « *l'Europe est en perte de vitesse. La crise constitutionnelle est superficielle, la crise profonde se trouve dans le manque de compétitivité, de flexibilité, de mobilité et de réformes et se situe face à la Chine, à l'Inde, et aux Etats-Unis* ».

Nicole Notat, Présidente de Vigeo, a estimé quant à elle que « *c'est très français de s'interroger pour savoir si l'Europe est une bonne ou une mauvaise réponse. Beaucoup de partis politiques n'ont pas fait d'aggiornamento sur leur fonds doctrinaire, et n'ont pas mené la réflexion sur les instruments utiles pour faire face à la mondialisation. Le basculement culturel à comprendre le monde tel qu'il est pour mieux construire des capacités réelles d'agir n'a pas été fait.* »

> Créer une gouvernance économique et sociale pour l'UE

Guy Verhofstadt, a exposé son projet de créer des Etats-Unis d'Europe : « *En 2008/9 aura lieu la mid-term review sur le budget européen et il a été prévu de lui allouer des ressources propres. Aux Etats-Unis, le budget fédéral représente 20% du PIB alors que dans l'UE il représente seulement 1%. Même Tony Blair évoque la nécessité de ressources propres.* » Il s'est

réjoui que « *la France rejoigne le petit nombre de pays prêts à créer ces ressources propres pour l'UE* », et a précisé : « *Il faut créer des taxes communautaires intérieures et transférer de la taxation sur le travail vers la taxation sur la consommation, et en particulier une écotaxe. Cela permet de faire exporter nos produits plutôt que nos emplois. Il faut une gouvernance socio-économique, et une politique de convergence comme pour le pacte de stabilité, avec des valeurs minimales -pour éviter le dumping social- et maximales -pour rendre compétitive l'économie européenne. Si ce n'est pas possible à 25 ou à 27 alors nous devons faire les Etats-Unis d'Europe au moins à l'intérieur de l'eurozone.* »

Peter Medgyessy a ajouté : « *Il faut créer des groupes, par exemple autour de l'eurozone, les laisser ouverts pour ceux qui sont capables de les rejoindre et trouver des mécanismes qui poussent à les rejoindre. L'Europe ne se fera pas à 27 en raison d'enormes différences de développement : ce n'est pas bien pour les nouveaux venus mais on ne peut pas éviter cela.* »

Josep Borrell a rappelé que la proposition de gouvernance économique et sociale, telle que l'a présentée Guy Verhofstadt « *avait été mise sur la table lors du travail sur la constitution et refusée à l'unanimité* ». **Emilio Gabaglio, ancien secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats**, a lui aussi exprimé sa déception quant à « *la difficulté à faire passer les réflexions sur l'Europe sociale à la Convention européenne.* »

> Faire converger les systèmes sociaux

Poul Rasmussen, président du Parti socialiste européen (PSE), a présenté le projet de « nouvelle Europe sociale » du PSE. « *Le sentiment de peur de la population provient d'un manque de direction politique. L'Europe ne donne pas une réponse claire entre économie sociale de marché et société de marché. Nous avons besoin d'une feuille de route cohérente pour une réforme massive qui modernise les systèmes de protection sociale. Il ne s'agit pas d'harmoniser les politiques sociales mais de les transformer, en fonction des différences et avec un même objectif. Pour cela, formation continue, flexibilité et sécurité sociale dans les périodes de transition doivent être liées.* »

Ces propositions pour « redonner l'envie d'Europe, entre le monde et la nation » faisaient suite à l'analyse de six témoins des pays fondateurs de l'Union européenne qui ont rappelé les nombreuses crises que l'Europe a connu par le passé et qu'elle est parvenue à surmonter. La crise actuelle, ont conclu tous les intervenants, est à la fois réelle, plus grave que les crises passées car menaçant de défaire ce qui a été construit, mais aussi une opportunité de refonder un projet moteur pour l'avenir.■